

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/3403/Add.2
11 juillet 1960

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session
Point 10 de l'ordre du jour

Distr. double

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Chapitre VI : Projet de déclaration sur le droit d'asile

Observations des gouvernements

Note du Secrétaire général

Outre les observations que contiennent les documents E/3403 et Add.1, le Secrétaire général a reçu des observations du Gouvernement des Pays-Bas sur le projet de déclaration sur le droit d'asile :

* * *

Le Gouvernement des Pays-Bas a pris note avec intérêt du projet de déclaration sur le droit d'asile adopté par la Commission des droits de l'homme à sa seizième session (29 février - 18 mars 1960). Le Gouvernement des Pays-Bas considère le projet actuel de déclaration comme une synthèse satisfaisante du projet français initial, des observations présentées par un certain nombre de gouvernements et des opinions exprimées à la seizième session de la Commission des droits de l'homme. Les débats que la Commission a consacrés à ce projet ayant abouti à un accord aussi large que celui qui s'est fait sur le projet actuel de déclaration, le Gouvernement des Pays-Bas se bornera à présenter les brèves observations ci-après.

1. Préambule

Le Gouvernement des Pays-Bas suggère qu'il soit expressément dit dans le préambule que la déclaration concerne exclusivement l'asile "territorial", de façon à exclure de son champ l'asile "diplomatique".

2. Article 2

A la différence de l'article premier, l'article 2 ne définit pas clairement la catégorie d'individus en cause.

A l'article premier, il est fait référence à l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes duquel le droit d'asile ne peut être invoqué dans le cas "de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux principes et aux buts des Nations Unies".

L'article 2 du projet de déclaration implique peut-être la même restriction, mais le texte n'en est pas parfaitement clair et il y est question de façon trop générale "de la persécution ou de la crainte légitime de la persécution".

Il est donc proposé que le paragraphe 1 de l'article 2 soit ainsi libellé : "La Communauté internationale doit, sous réserve de la souveraineté des Etats, et dans le respect des buts et des principes des Nations Unies se préoccuper de la situation de ceux qui, répondant aux conditions énoncées à l'article premier, sont contraints de quitter leur pays ...".

3. Article 4

Le Gouvernement des Pays-Bas se demande s'il convient de faire figurer l'article 4 dans une déclaration relative aux droits et aux devoirs des Etats en ce qui concerne le droit d'asile.

En outre, ce texte risque de faire croire que ce qui n'est pas expressément interdit par cet article serait autorisé.

De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, une clause comme l'article 4 n'est pas nécessaire.

Si toutefois l'on insiste pour faire figurer cet article dans le projet de déclaration, il doit être expressément indiqué que les personnes jouissant du droit d'asile doivent aussi s'abstenir de toutes activités contraires à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat qui leur a accordé asile.